

MARCHÉS PUBLICS, LOGEMENT, GRANULATS, RÉNOVATION...

Les coups de gueule de la Capeb

La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment accuse le Grand port maritime et l'aéroport Roland Garros d'exclure les TPE-PME de leurs appels d'offres. Elle pointe également du doigt la position dominante de SCPR dans les granulats. Et s'inquiète de la hausse du coût des matières premières, qui va limiter le nombre de logements construits cette année.

« Ils éliminent d'emblée les TPE et les PME dans les appels d'offres. On ne peut pas faire ça, c'est discriminatoire ».

Le président de la Capeb (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises de bâtiment), Cyrille Rickmounie, est très remonté après le Grand port maritime et l'aéroport Roland Garros. Et il leur a fait savoir.

Le syndicat patronal a recensé les marchés publics lancés par ces deux structures... et les capacités financières exigées pour soumissionner.

Résultat des courses: 5 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel pour les travaux de VRD du Grand port; 21 millions pour la structure de la nouvelle aérogare de Gillot et 7,6M€ pour ses menuiseries aluminium.

Alors que la commande publique représente 83% de l'activité du BTP à La Réunion, la Capeb considère que « des institutions publiques ne respectent pas les modalités de libre concurrence entre les entreprises. Concernant l'aéroport, cette décision va à l'encontre de la Stratégie du bon achat (SBA) dont

il est signataire. Il faut laisser une chance aux entreprises locales. C'est une revendication citoyenne ».

Ce combat pour les TPE de La Réunion, Cyrille Rickmounie le mène également dans le secteur des granulats, où il se dit favorable à l'ouverture de nouvelles carrières pour répondre aux besoins mais dénonce « la prédominance des grands groupes ».

« Dans le mur en klaxonnant »

Dans son collimateur: SCPR (groupe Bouygues) qui détient un tiers de ce marché et a fait une demande d'extension de la carrière de Cambaie en vue d'exploiter 500 000 tonnes supplémentaires de granulats (pour un marché total de 5 millions de tonnes).

« Ces matériaux doivent servir pour l'écocité, s'indigne le président de la Capeb. Il ne faut pas se faire d'illusions. SCPR ne va pas baisser ses prix dans l'Ouest par rapport aux livraisons qui arriveront de l'Est ou du Sud. Ce sera une manière d'engranger dix fois plus de

bénéfices ». Sur ce sujet des agrégats, le président de la Capeb vise également (sans la citer) la Deal, qui n'a lancé que tardivement la rédaction du schéma régional des carrières. « Il y a une responsabilité importante », dénonce-t-il. Avec le risque que La Réunion manque de granulats dans les années qui viennent.

Autre sujet de préoccupation pour la Capeb: la flambée des prix des matières premières (acier, bois... lire notre édition du 18 février) combinée à la forte augmentation du fret maritime. Cela met en difficultés les entreprises en ayant besoin.

La Capeb ne voit pas 36 solutions: « il ne faut plus avoir systématiquement recours aux marchés à prix ferme mais passer aux prix révisables », indique Cyrille Rickmounie. Il faut aussi faire le choix des index locaux du BTP ».

Sans cela, « le plan logement va dans le mur en klaxonnant », en déduit le président de la Capeb en référence aux nombreux appels d'offres infructueux (VRD, gros-œuvre), notamment chez les bailleurs sociaux. Les tarifs trop élevés



De gauche à droite : Franck Legros, vice-président de la Capeb; Cyrille Rickmounie, président et Hubert Picardo, en charge du logement social. (Photo Cédric Boulland)

proposés par les entreprises ne rentrent plus dans les enveloppes budgétaires des donneurs d'ordre.

Cyrille Rickmounie propose une expérimentation pour « faire du logement autrement » avec un nouveau mode de construction associant le béton et l'acier. Une filière pourrait être créée à cette occasion.

Le secteur du BTP ne peut pas se rattraper avec le marché de la

rénovation énergétique. Pour bénéficier de l'aide de l'Etat Ma Prime Rénov', les clients doivent avoir recours à une entreprise labellisée RGE. « Sur 6 000 entreprises de BTP à La Réunion, il n'y en a que 50 », confie Cyrille Rickmounie. La raison? « Cela coûte trop cher, le label n'est valable que quatre ans et il faut réaliser un audit au bout de deux ans ». La Capeb souhaite obtenir une dérogation pour les

entreprises réalisant un audit au coup par coup sur les chantiers. En métropole, celle-ci a été accordée... mais pas outre-mer, où les capacités d'audit sont visiblement moins nombreuses.

Une injustice pour la Capeb qui demande aux pouvoirs publics de corriger le tir. Sous peine de rater le virage de transition énergétique.

Cédric BOULLAND

Une charte de bonnes pratiques dans le béton prêt à l'emploi

L'Unicem (Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction), la Capeb et la FRBTP (Fédérations patronales du BTP) ont signé vendredi une charte de bonnes pratiques dans le secteur du béton prêt à l'emploi (BPE) « afin de promouvoir la qualité du produit et de renforcer les gestes de sécurité sur les chantiers lors de la livraison ».

Cette charte énonce les principaux critères à respecter depuis le départ du site de production jusqu'à son utilisation sur le chantier, notamment le choix du bon béton, l'interdiction des

ajouts d'eau dans la toupie ou encore les contrôles de résistance et de consistance. Cible prioritaire: les chauffeurs et les chefs de chantier qui vont recevoir 1 000 flyers plastifiés, 300 tee-shirts et 300 autocollants.

500 000 mètres cubes par an

Le béton prêt à l'emploi est un mélange homogène de granulats, de ciment et d'eau en proportions différentes selon le type de béton souhaité. « Livré à l'état liquide sur les chantiers avec

les camions toupies, il a l'énorme avantage de s'adapter à toute forme de construction. Au regard du contexte topographique et climatique réunionnais, sans le béton, il serait impossible de concevoir la bonne stabilité de nos réseaux routiers et de nos logements », indique l'Unicem.

La production de BPE est assurée par 14 unités de production réparties sur l'ensemble de l'île. Chaque année, 500 000 mètres cubes permettent notamment de construire ou rénover 2 000 maisons individuelles et 4 000 logements sociaux.



L'Unicem, la Capeb et la FRBTP signent une charte de bonnes pratiques pour le béton prêt à l'emploi. (Photo DR)

15 €/m² par mois HT HC sans droit d'entrée !

INOVISta
CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Les Jolies Boutiques

Rue Maréchal Leclerc - Saint-Denis

INSTALLEZ VOTRE ENSEIGNE MAINTENANT !

Rejoignez Courir, SFR, la Brioche Dorée, Nabab Kebab et les autres...

Locaux commerciaux à Louer à partir de 70 m²

Plus d'infos !

Pour toutes visites ou demandes d'informations CONTACTEZ NOUS AU 02 62 34 00 34

WWW.INOVISTA.RE